



Yamoga Building, Old Airport Road
PO Box 1, Fort Good Hope NT X0E 0H0

Tel: 867-598-2413 Fax: 867-598-2325
www.slwb.com

SAHTU LAND AND WATER BOARD

2023–2024 ANNUAL REPORT ON THE ACCESS TO INFORMATION ACT

INTRODUCTION

The Sahtu Land and Water Board (SLWB) is an independent body established under the Mackenzie Valley Resource Management Act. It is responsible for authorizing uses of land or waters or deposits of waste in the Sahtu region. The legislation establishing the SLWB deems it subject to the federal Access to Information Act.

The purpose of this Act is to extend the present laws of Canada to provide a right of access to information in records under the control of a government institution in accordance with the principles that government information should be available to the public, that necessary exceptions to the right of access should be limited and specific, and that decisions on the disclosure of government information should be reviewed independently of government.

This Report is prepared in accordance with Section 72 of the Access to Information Act, which states, in part, that, “The head of every government institution shall prepare for submission to Parliament an annual report on the administration of this Act within the institution during each financial year”. This report must be laid before the House of Parliament within three months of the end of the year for which it is was prepared.

STRUCTURE AND ORGANIZATION OF INSTITUTION TO FULFILL ACCESS TO INFORMATION ACT RESPONSIBILITIES

The Executive Director of the Sahtu Land & Water Board (SLWB) is responsible for fulfilling all Access to Information Act responsibilities. By the nature of the board’s work, most information relating to land use permits and water licences is openly available on the SLWB Public Registry for viewing at any time. This may explain why the SLWB does not receive Access to Information Act requests. The SLWB has 6 staff members, and there is no need to develop a structure to meet responsibilities.

DELEGATION ORDER

Please see attached Delegation Order.

STATISTICAL REPORT

See the attached statistical report for details regarding the number and disposition of requests received during the year.

INTERPRETATION OF STATISTICAL REPORT

There were no requests for the fiscal year 2023-2024.

INSTITUTIONAL POLICIES AND PROCEDURES, AND INFORMATION MANAGEMENT FRAMEWORK

The Executive Director is responsible for the purposes of responding to requests and other decisions in respect of the Access to Information Act.

The SLWB is under direction from its membership to operate an open and transparent operation. Under legislation, the SLWB operates a Public Registry in which information placed there is for the consumption and use of the public.

The SLWB did not institute any new and/or revised access to information policies, guidelines, or procedures during the reporting period.

EDUCATION AND TRAINING

There was no education or training pertaining to the Access to Information Act for 2023- 2024.

POLICIES, GUIDELINES AND PROCEDURES

No new policies, guidelines or procedures related to the Access to Information Act were implemented for 2023-2024.

COMPLAINTS AND INVESTIGATIONS

There have been no complaints or investigations under the Access to Information Act in 2023-2024.

TIME MONITORING

No time monitoring relating to processing access to information requested was conducted in 2023-2024.

APPEALS TO FEDERAL COURT

There have been no appeals to the Federal Court concerning matters under the Access to Information Act in 2023-2024.

CONSEIL DES TERRES ET DES EAUX DU SAHTU

RAPPORT DE 2023-2024 CONCERNANT LA LOI SUR L'ACCÈS À L'INFORMATION

INTRODUCTION

Le Conseil des terres et des eaux du Sahtu (CTES) est un organisme indépendant établi en vertu de la Loi sur la gestion des ressources de la vallée du Mackenzie. Il est responsable de l'autorisation de l'utilisation des terres ou des eaux ou des dépôts de déchets dans la région du Sahtu. La loi établissant le CTES le considère assujéti à la Loi sur l'accès à l'information.

La Loi sur l'accès à l'information a pour objet d'élargir l'accès aux documents de l'administration fédérales en consacrant le principe du droit du public à leur communication, les exception indispensables à ce droit étant précises et limitées et les décisions quant à la communication étant susceptibles de recours indépendants du pouvoir exécutif.

Ce rapport est préparé conformément à l'article 72 de la Loi sur l'accès à l'information, qui stipule notamment que « le responsable de chaque institution fédérale prépare un rapport annuel sur l'application de la présente Loi au Parlement au cours de chaque exercice ». Ce rapport doit être déposé devant la Chambre du Parlement dans les trois mois suivant la fin de l'année pour laquelle il a été préparé.

STRUCTURE ET ORGANISATION DE L'INSTITUTION POUR S'ACQUITTER A SES RESPONSABILITÉS EN VERTU DE LA LOI SUR L'ACCÈS À L'INFORMATION

Le Directeur Exécutif du Conseil des terres et des eaux du Sahtu (CTES) est responsable de s'acquitter de toutes responsabilités en vertu de la Loi sur l'accès à l'information. En raison de la nature du travail du conseil, la plupart des renseignements relatifs aux permis d'utilisation des terres et aux permis d'utilisation de l'eau sont affichés sur le registre public du CTES, lequel peut être consulté à tout moment. Ceci peut expliquer pourquoi le Conseil ne reçoit pas de requêtes en vertu de la Loi sur l'accès à l'information. Le CTES a 5 employés et n'a pas eu de besoin de développer une structure pour atteindre ses responsabilités.

DÉCRET DE DÉLÉGATION DE POUVOIRS

Le responsable de l'institution n'a délégué aucun de ses pouvoirs ni aucune de ses responsabilités en vertu de la Loi sur l'accès à l'information en 2023-2024.

RAPPORT STATISTIQUE

Voir le rapport statistique ci-joint contenant les détails sur le nombre de demandes reçues et traitées au cours de l'année.

INTERPRÉTATION DU RAPPORT STATISTIQUE

Il n'y a eu aucune demande pour l'exercice fiscal 2023-2024. POLITIQUES ET PROCÉDURES INSTITUTIONNELLES, ET CADRE DE GESTION DE L'INFORMATION

Le Directeur Exécutif est chargé de répondre aux demandes et autres décisions concernant la Loi sur l'accès à l'information.

Le CTES est sous la direction de ses membres pour mener une opération ouverte et

transparente. En vertu de la législation, le CTES exploite un registre public dans lequel l'information placée est pour le visionnement et l'utilisation du public. Le CTES n'a pas mis en place et / ou révisés de nouvelles politiques, de lignes directrices ou de procédures d'accès à l'information au cours de la période de référence.

ÉDUCATION ET FORMATION

Il n'y a eu aucun enseignement ou formation en rapport avec la Loi sur l'accès à l'information en 2023-2024.

POLITIQUES, LIGNES DIRECTRICES ET PROCÉDURES

Aucune nouvelle politique, ligne directrice ou procédure concernant la Loi sur l'accès à l'information n'a été mise en œuvre en 2023-2024. **PLAINTES ET ENQUÊTES**
Il n'y a eu aucune plainte ou enquête conformément à la Loi sur l'accès à l'information en 2023-2024.

SUIVI DU TEMPS

Aucun suivi du temps requis pour le traitement des demandes d'accès à l'information n'a été effectué en 2023-2024.

APPELS EN COUR FÉDÉRALE

En 2023-2024, aucun appel n'a été logé auprès de la Cour fédérale en ce qui concerne les demandes soumises à la Loi sur l'accès à l'information.

Land and Water Boards of the Mackenzie Valley

August 24, 2024

RE: Delegation Order

The intention of this letter is to confirm that Shalyn Norrish, Communications Officer for the Land and Water Boards of the Mackenzie Valley (Mackenzie Valley, Gwich'in, Sahtu, and Wek'èezhì Land and Water Boards), is responsible for ATIP Coordination.

Additionally, Shalyn Norrish is responsible for the Annual ATIP Reports for the Mackenzie Valley, Gwich'in, and Sahtu Land and Water Boards. As such, the responsibility for all ATIP-related functions, duties, and administration has been delegated to zem on behalf of the Land and Water Boards.

Sincerely,



Kathy Racher
Executive Director
MVLWB



Ryan Fequet
Executive Director
WLWB



Leonard DeBastien
Executive Director
GLWB



Paul Dixon
Executive Director
SLWB

Land and Water Boards of the Mackenzie Valley

24 août, 2024

Objet: Ordonnance de délégation de pouvoirs

Cette lettre a pour but de confirmer que Shalyn Norrish, la personne assurant les communications pour l'Office des terres et des eaux du Wek'èezhìi, est responsable de la coordination de l'AIPRP pour les Offices des terres et des eaux de la vallée du Mackenzie (Offices des terres et des eaux de la vallée du Mackenzie, du Gwich'in, du Sahtu et du Wek'èezhìi). De plus, Shalyn Norrish est responsable des rapports annuels de l'AIPRP pour les Offices des terres et des eaux de la vallée du Mackenzie et du Wek'èezhìi. La responsabilité des fonctions, des tâches et de l'administration ayant trait à l'AIPRP lui a donc été déléguée au nom des Offices des terres et des eaux. Les rapports annuels et les rapports statistiques pour les Offices des terres et des eaux du Gwich'in et du Sahtu sont toutefois exclus de cette délégation.



Kathy Racher
Executive Director
MVLWB



Ryan Fequet
Executive Director
WLWB



Leonard DeBastien
Executive Director
GLWB



Paul Dixon
Executive Director
SLWB

2023-2024 ANNUAL REPORT ON THE PRIVACY ACT

INTRODUCTION

The Sahtu Land and Water Board (SLWB) is an independent body established under the Mackenzie Valley Resource Management Act. It is responsible for authorizing uses of land or waters or deposits of waste in the Sahtu region. The legislation establishing the SLWB deems it subject to the federal Privacy Act.

The purpose of this Act is to extend the present laws of Canada that protect the privacy of individuals with respect to personal information about themselves held by a government institution and that provide individuals with a right of access to that information.

This Report is prepared in accordance with Section 72 of the Privacy Act, which states, in part, that, "The head of every government institution shall prepare for submission to Parliament an annual report on the administration of this Act within the institution during each financial year". This report must be laid before the House of Parliament within three months of the end of the year for which it was prepared.

STRUCTURE AND ORGANISATION OF INSTITUTION TO FULFILL PRIVACY ACT RESPONSIBILITIES

The Executive Director of the Sahtu Land & Water Board (SLWB) is responsible for fulfilling all Privacy Act responsibilities. By the nature of the board's work, most information relating to land use permits and water licences is openly available on the SLWB Public Registry for viewing at any time. This may explain why the SLWB does not receive Privacy Act requests. The SLWB has 5 staff members, and there is no need to develop a structure to meet responsibilities.

DELEGATION ORDER

The head of the institution did not delegate any of his or her powers and responsibilities under the Privacy Act in 2023-2024.

STATISTICAL REPORT

See the attached statistical report for details regarding the number and disposition of requests received during the year.

INTERPRETATION OF STATISTICAL REPORT

There were no requests for the fiscal year 2023-2024.

INSTITUTIONAL POLICIES AND PROCEDURES, AND INFORMATION MANAGEMENT FRAMEWORK

The Executive Director is responsible for the purposes of responding to requests and other decisions in respect of the Privacy Act.

The SLWB is under direction from its membership to operate an open and transparent operation. Under legislation, the SLWB operates a Public Registry in which information placed there is for the consumption and use of the public.

PRIVACY IMPACT ASSESSMENTS

The SLWB did not complete any privacy impact assessments during the reporting period.

EDUCATION AND TRAINING

There was no education or training pertaining to the Privacy Act for 2023-2024.

POLICIES, GUIDELINES AND PROCEDURES

No new policies, guidelines or procedures related to the Privacy Act were implemented for 2023-2024.

COMPLAINTS AND INVESTIGATIONS

There have been no complaints or investigations pursuant to the Privacy Act in 2023-2024.

PRIVACY ACT DISCLOSURES

The SLWB made no disclosures under paragraph 8(2)(m) during the period of this report.

PRIVACY BREACHES

No privacy breaches occurred in 2023-2024.

TIME MONITORING

No time monitoring relating to processing privacy requests and request for the correction of personal information was conducted in 2023-2024.

APPEALS TO FEDERAL COURT

There have been no appeals to the Federal Court concerning matters under the Privacy Act in 2023-2024.

PRIVACY IMPACT OF ANY LEGISLATION, POLICY AND SERVICE DELIVERY INITIATIVES OR DATA MATCHING AND DATA SHARING AGREEMENTS

The SLWB is not aware of any legislation, policy, and service delivery initiatives or data matching and data sharing agreements that would impact its responsibilities under the Privacy Act.

DISCLOSURES MADE PURSUANT TO PARAGRAPH 8(2)(m) OF THE PRIVACY ACT

No disclosures were made pursuant to paragraph 8(2)(m) of the Privacy Act in 2023-2024.

CONSEIL DES EAUX ET DES TERRES DU SAHTU

RAPPORT DE 2023-2024 CONCERNANT LA LOI SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

INTRODUCTION

Le Conseil des terres et des eaux du Sahtu (CTES) est un organisme indépendant établi en vertu de la Loi sur la gestion des ressources de la vallée du Mackenzie. Il est responsable de l'autorisation de l'utilisation des terres ou des eaux ou des dépôts de déchets dans la région du Sahtu. La loi établissant le CTES le considère assujéti à la Loi sur la protection des renseignements personnels.

La Loi sur la protection des renseignements personnels a pour objet de compléter la législation canadienne en matière de protection des renseignements personnels relevant des institutions fédérales et de droit d'accès des individus aux renseignements personnels qui les concernent.

Ce rapport est préparé conformément à l'article 72 de la Loi sur la protection des renseignements personnels, qui stipule notamment que « le responsable de chaque institution fédérale prépare un rapport annuel sur l'application de la présente Loi au Parlement au cours de chaque exercice ». Ce rapport doit être déposé devant la Chambre du Parlement dans les trois mois suivant la fin de l'année pour laquelle il a été préparé.

STRUCTURE ET ORGANISATION DE L'INSTITUTION POUR S'ACQUITTER A SES RESPONSABILITÉS EN VERTU DE LA LOI SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

Le Directeur Exécutif du Conseil des terres et des eaux du Sahtu (CTES) est responsable de s'acquitter de toutes responsabilités en vertu de la Loi sur la protection des renseignements personnels. En raison de la nature du travail du conseil, la plupart des renseignements relatifs aux permis d'utilisation des terres et aux permis d'utilisation de l'eau sont affichés sur le registre public du CTES, lequel peut être consulté à tout moment. Ceci peut expliquer pourquoi le Conseil ne reçoit pas de requêtes en vertu de la Loi sur la protection des renseignements personnels. Le CTES a 5 employés et n'a pas eu de besoin de développer une structure pour atteindre ses responsabilités.

DÉCRET DE DÉLÉGATION DE POUVOIRS

Le responsable de l'institution n'a délégué aucun de ses pouvoirs ni aucune de ses responsabilités en vertu de la Loi sur la protection des renseignements personnels en 2023-2024.

RAPPORT STATISTIQUE

Voir le rapport statistique ci-joint contenant les détails sur le nombre de demandes reçues et traitées au cours de l'année.

INTERPRÉTATION DU RAPPORT STATISTIQUE

Il n'y a eu aucune demande pour l'exercice fiscal 2023-2024.

POLITIQUES ET PROCÉDURES INSTITUTIONNELLES, ET CADRE DE GESTION DE L'INFORMATION ET INCIDENCE SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS, NOTAMMENT LES INITIATIVES EN MATIÈRE DE LÉGISLATION, DE POLITIQUE ET DE PRESTATION DE SERVICES OU ENTENTES RELATIVES AU COUPLAGE ET AU PARTAGE DES DONNÉES

Le Directeur Exécutif est chargé de répondre aux demandes et autres décisions concernant la Loi sur la protection des renseignements personnels.

Le CTES est sous la direction de ses membres pour mener une opération ouverte et transparente. En vertu de la législation, le CTES exploite un registre public dans lequel l'information placée est pour le visionnement et l'utilisation du public.

ÉVALUATIONS D'INCIDENCES SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

Il n'y a eu aucune initiative relative aux évaluations d'incidences sur la protection des renseignements personnels en 2023-2024.

ÉDUCATION ET FORMATION

Il n'y a eu aucun enseignement ou formation en rapport avec la Loi sur la protection des renseignements personnels en 2023-2024.

POLITIQUES, LIGNES DIRECTRICES ET PROCÉDURES

Aucune nouvelle politique, ligne directrice ou procédure concernant la Loi sur la protection des renseignements personnels n'a été mise en œuvre en 2023-2024.

PLAINTES ET ENQUÊTES

Il n'y a eu aucune plainte ou enquête conformément à la Loi sur la protection des renseignements personnels en 2023-2024.

DIVULGATION CONCERNANT À LA LOI SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

Le CTES n'a fait aucune divulgation en vertu de l'alinéa 8(2)(m) pendant la période du présent rapport.

INFRACTIONS À LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

Il n'y a eu aucune infraction à la protection des renseignements personnels en 2023- 2024.

SUIVI DU TEMPS

Aucun suivi du temps requis pour le traitement des demandes d'accès à des renseignements personnels et des demandes de correction de renseignements personnels n'a été effectué en 2023-2024.

APPELS EN COUR FÉDÉRALE

En 2023-2024, aucun appel n'a été logé auprès de la Cour fédérale en ce qui concerne les demandes soumises à la Loi sur la protection des renseignements personnels.

INCIDENCE DE LA CONFIDENTIALITÉ DE TOUTE INITIATIVE DE LÉGISLATION, DE POLITIQUE ET DE PRESTATION DE SERVICES OU D'ACCORD DE DONNÉES ET DE PARTAGE DE DONNÉES

Le CTES n'a connaissance d'aucune initiative en matière de législation, de politique et de prestation de services, ni d'accords de couplage et de partage de données qui auraient une incidence sur ses responsabilités en vertu de la Loi sur la protection des renseignements personnels.

**DIVULGATIONS FAITES EN VERTU DE L'ALINÉA 8(2)(m) DE LA LOI SUR LA
PROTECTION DE RENSEIGNEMENTS PERSONNELS**

Aucune divulgation n'a été effectuée en vertu de l'alinéa 8(2)(m) de la Loi sur la protection de renseignements personnels en 2023-2024.



Statistical Report on the Access to Information Act

Name of institution: Sahtu Land and Water Board

Reporting period: 2023-04-01 to 2024-03-31

Section 1: Requests Under the Access to Information Act

1.1 Number of requests

		Number of Requests
Received during reporting period		0
Outstanding from previous reporting periods		0
• Outstanding from previous reporting period	0	
• Outstanding from more than one reporting period	0	
Total		0
Closed during reporting period		0
Carried over to next reporting period		0
• Carried over within legislated timeline	0	
• Carried over beyond legislated timeline	0	

1.2 Sources of requests

Source	Number of Requests
Media	0
Academia	0
Business (private sector)	0
Organization	0
Public	0
Decline to Identify	0
Total	0

1.3 Channels of requests

Source	Number of Requests
Online	0
E-mail	0
Mail	0
In person	0
Phone	0
Fax	0
Total	0

Section 3: Applications to the Information Commissioner on Declining to Act on Requests

	Number of Requests
Outstanding from previous reporting period	0
Sent during reporting period	0
Total	0
Approved by the Information Commissioner during reporting period	0
Declined by the Information Commissioner during reporting period	0
Withdrawn during reporting period	0
Carried over to next reporting period	0

Section 4: Requests Closed During the Reporting Period

4.1 Disposition and completion time

Disposition of Requests	Completion Time							Total
	0 to 15 Days	16 to 30 Days	31 to 60 Days	61 to 120 Days	121 to 180 Days	181 to 365 Days	More than 365 Days	
All disclosed	0	0	0	0	0	0	0	0
Disclosed in part	0	0	0	0	0	0	0	0
All exempted	0	0	0	0	0	0	0	0
All excluded	0	0	0	0	0	0	0	0
No records exist	0	0	0	0	0	0	0	0
Request transferred	0	0	0	0	0	0	0	0
Request abandoned	0	0	0	0	0	0	0	0
Neither confirmed nor denied	0	0	0	0	0	0	0	0
Declined to act with the approval of the Information Commissioner	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0	0	0

4.2 Exemptions

Section	Number of Requests	Section	Number of Requests	Section	Number of Requests	Section	Number of Requests
13(1)(a)	0	16(2)	0	18(a)	0	20.1	0
13(1)(b)	0	16(2)(a)	0	18(b)	0	20.2	0
13(1)(c)	0	16(2)(b)	0	18(c)	0	20.4	0
13(1)(d)	0	16(2)(c)	0	18(d)	0	21(1)(a)	0
13(1)(e)	0	16(3)	0	18.1(1)(a)	0	21(1)(b)	0
14	0	16.1(1)(a)	0	18.1(1)(b)	0	21(1)(c)	0
14(a)	0	16.1(1)(b)	0	18.1(1)(c)	0	21(1)(d)	0
14(b)	0	16.1(1)(c)	0	18.1(1)(d)	0	22	0
15(1)	0	16.1(1)(d)	0	19(1)	0	22.1(1)	0
15(1) - I.A.*	0	16.2(1)	0	20(1)(a)	0	23	0
15(1) - Def.*	0	16.3	0	20(1)(b)	0	23.1	0
15(1) - S.A.*	0	16.4(1)(a)	0	20(1)(b.1)	0	24(1)	0
16(1)(a)(i)	0	16.4(1)(b)	0	20(1)(c)	0	26	0
16(1)(a)(ii)	0	16.5	0	20(1)(d)	0		
16(1)(a)(iii)	0	16.6	0				
16(1)(b)	0	17	0				
16(1)(c)	0						
16(1)(d)	0						

* I.A.: International Affairs Def.: Defence of Canada S.A.: Subversive Activities

4.3 Exclusions

Section	Number of Requests	Section	Number of Requests	Section	Number of Requests
68(a)	0	69(1)	0	69(1)(g) re (a)	0
68(b)	0	69(1)(a)	0	69(1)(g) re (b)	0
68(c)	0	69(1)(b)	0	69(1)(g) re (c)	0
68.1	0	69(1)(c)	0	69(1)(g) re (d)	0

4.4 Format of information released

Paper	Electronic				Other
	E-record	Data set	Video	Audio	
0	0	0	0	0	0

4.5 Complexity

4.5.1 Relevant pages processed and disclosed for paper, e-record and dataset formats

Number of Pages Processed	Number of Pages Disclosed	Number of Requests
0	0	0

4.5.2 Relevant pages processed per request disposition for paper, e-record and dataset formats by size of requests

68.2(a)	0	69(1)(d)	0	69(1)(g) re (e)	0
68.2(b)	0	69(1)(e)	0	69(1)(g) re (f)	0
		69(1)(f)	0	69.1(1)	0

Disposition	Less Than 100 Pages Processed		100-500 Pages Processed		501-1000 Pages Processed		1001-5000 Pages Processed		More Than 5000 Pages Processed	
	Number of Requests	Pages Processed	Number of Requests	Pages Processed	Number of Requests	Pages Processed	Number of Requests	Pages Processed	Number of Requests	Pages Processed
All disclosed	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Disclosed in part	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
All exempted	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
All excluded	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Request abandoned	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Neither confirmed nor denied	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Declined to act with the approval of the Information Commissioner	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

4.5.3 Relevant minutes processed and disclosed for audio formats

Number of Minutes Processed	Number of Minutes Disclosed	Number of Requests
0	0	0

4.5.4 Relevant minutes processed per request disposition for audio formats by size of requests

Disposition	Less Than 60 Minutes Processed		60 - 120 Minutes Processed		More than 120 Minutes Processed	
	Number of Requests	Minutes Processed	Number of Requests	Minutes Processed	Number of Requests	Minutes Processed

4.5.5 Relevant minutes processed and disclosed for video formats

Number of Minutes Processed	Number of Minutes Disclosed	Number of Requests
0	0	0

4.5.6 Relevant minutes processed per request disposition for video formats by size of requests

All disclosed	0	0	0	0	0	0
Disclosed in part	0	0	0	0	0	0
All exempted	0	0	0	0	0	0
All excluded	0	0	0	0	0	0
Request abandoned	0	0	0	0	0	0
Neither confirmed nor denied	0	0	0	0	0	0
Declined to act with the approval of the Information Commissioner	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0

Disposition	Less Than 60 Minutes Processed		60 - 120 Minutes Processed		More than 120 Minutes Processed	
	Number of Requests	Minutes Processed	Number of Requests	Minutes Processed	Number of Requests	Minutes Processed
All disclosed	0	0	0	0	0	0
Disclosed in part	0	0	0	0	0	0
All exempted	0	0	0	0	0	0
All excluded	0	0	0	0	0	0
Request abandoned	0	0	0	0	0	0
Neither confirmed nor denied	0	0	0	0	0	0
Declined to act with the approval of the Information Commissioner	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0

4.5.7 Other complexities

Disposition	Consultation Required	Legal Advice Sought	Other	Total
All disclosed	0	0	0	0
Disclosed in part	0	0	0	0
All exempted	0	0	0	0

4.6 Closed requests

4.6.1 Requests closed within legislated timelines

Number of requests closed within legislated timelines	0
Percentage of requests closed within legislated timelines (%)	0

4.7 Deemed refusals

4.7.1 Reasons for not meeting legislated timelines

Number of requests closed past the legislated timelines	Principal Reason			
	Interference with operations/ Workload	External Consultation	Internal Consultation	Other
0	0	0	0	0

4.7.2 Requests closed beyond legislated timelines (including any extension taken)

All excluded	0	0	0	0
Request abandoned	0	0	0	0
Neither confirmed nor denied	0	0	0	0
Declined to act with the approval of the Information Commissioner	0	0	0	0
Total	0	0	0	0

Number of days past legislated timelines	Number of requests past legislated timeline where no extension was taken	Number of requests past legislated timeline where an extension was taken	Total
1 to 15 days	0	0	0
16 to 30 days	0	0	0
31 to 60 days	0	0	0
61 to 120 days	0	0	0
121 to 180 days	0	0	0
181 to 365 days	0	0	0
More than 365 days	0	0	0
Total	0	0	0

4.8 Requests for translation

Translation Requests	Accepted	Refused	Total
----------------------	----------	---------	-------

English to French	0	0	0
French to English	0	0	0
Total	0	0	0

Section 5: Extensions

5.1 Reasons for extensions and disposition of requests

Disposition of Requests Where an Extension Was Taken	9(1)(a) Interference With Operations/ Workload	9(1)(b) Consultation		9(1)(c) Third-Party Notice
		Section 69	Other	
All disclosed	0	0	0	0
Disclosed in part	0	0	0	0
All exempted	0	0	0	0
All excluded	0	0	0	0
Request abandoned	0	0	0	0
No records exist	0	0	0	0
Declined to act with the approval of the Information Commissioner	0	0	0	0
Total	0	0	0	0

5.2 Length of extensions

Length of Extensions	9(1)(a) Interference With Operations/ Workload	9(1)(b) Consultation		9(1)(c) Third-Party Notice
		Section 69	Other	
30 days or less	0	0	0	0
31 to 60 days	0	0	0	0
61 to 120 days	0	0	0	0
121 to 180 days	0	0	0	0
181 to 365 days	0	0	0	0
365 days or more	0	0	0	0
Total	0	0	0	0

Section 6: Fees

Fee Type	Fee Collected		Fee Waived		Fee Refunded	
	Number of Requests	Amount	Number of Requests	Amount	Number of Requests	Amount
Application	0	\$0.00	0	\$0.00	0	\$0.00
Other fees	0	\$0.00	0	\$0.00	0	\$0.00
Total	0	\$0.00	0	\$0.00	0	\$0.00

Section 7: Consultations Received From Other Institutions and Organizations

7.1 Consultations received from other Government of Canada institutions and other organizations

Consultations	Other Government of Canada Institutions	Number of Pages to Review	Other Organizations	Number of Pages to Review

16 to 30	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
----------	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---

8.2 Requests with Privy Council Office

Number of Days	Fewer Than 100 Pages Processed		100–500 Pages Processed		501-1000 Pages Processed		1001-5000 Pages Processed		More Than 5000 Pages Processed	
	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed
1 to 15	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
16 to 30	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
31 to 60	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
61 to 120	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
121 to 180	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
181 to 365	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
More than 365	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Section 9: Investigations and Reports of finding

9.1 Investigations

Section 32 Notice of intention to investigate	Subsection 30(5) Ceased to investigate	Section 35 Formal Representations
0	0	0

9.2 Investigations and Reports of finding

31 to 60	0	0	0	0	0	0	0	0	0
61 to 120	0	0	0	0	0	0	0	0	0
121 to 180	0	0	0	0	0	0	0	0	0
181 to 365	0	0	0	0	0	0	0	0	0
More than 365	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Section 37(1) Initial Reports			Section 37(2) Final Reports		
Received	Containing recommendations issued by the Information Commissioner	Containing an intent to issue an order by the Information Commissioner	Received	Containing recommendations issued by the Information Commissioner	Containing orders issued by the Information Commissioner
0	0	0	0	0	0

Section 10: Court Action

10.1 Court actions on complaints

Section 41				
Complainant (1)	Institution (2)	Third Party (3)	Privacy Commissioner (4)	Total
0	0	0	0	0

10.2 Court actions on third party notifications under paragraph 28(1)(b)

**Section 44 - under paragraph
28(1)(b)**

0

Section 11: Resources Related to the *Access to Information Act*

11.1 Allocated Costs

Expenditures		Amount
Salaries		\$52,800
Overtime		\$0
Goods and Services		\$0
• Professional services contracts	\$0	
• Other	\$0	
Total		\$52,800

11.2 Human Resources

Resources	Person Years Dedicated to Access to Information Activities
Full-time employees	0.000
Part-time and casual employees	0.300
Regional staff	0.000
Consultants and agency personnel	0.000
Students	0.000
Total	0.300

Note: Enter values to three decimal places.



Statistical Report on the *Privacy Act*

Name of institution: Sahtu Land & Water Board

Reporting period: 4/1/2022 to 3/31/2023

Section 1: Requests Under the *Privacy Act*

1.1 Number of requests received

		Number of Requests
Received during reporting period		0
Outstanding from previous reporting periods		0
• Outstanding from previous reporting period	0	
• Outstanding from more than one reporting period	0	
Total		0
Closed during reporting period		0
Carried over to next reporting period		0
• Carried over within legislated timeline	0	
• Carried over beyond legislated timeline	0	

1.2 Channels of requests

Source	Number of Requests
Online	0
E-mail	0
Mail	0
In person	0
Phone	0
Fax	0
Total	0

3.2 Exemptions

Section	Number of Requests	Section	Number of Requests	Section	Number of Requests
18(2)	0	22(1)(a)(i)	0	23(a)	0
19(1)(a)	0	22(1)(a)(ii)	0	23(b)	0
19(1)(b)	0	22(1)(a)(iii)	0	24(a)	0
19(1)(c)	0	22(1)(b)	0	24(b)	0
19(1)(d)	0	22(1)(c)	0	25	0
19(1)(e)	0	22(2)	0	26	0
19(1)(f)	0	22.1	0	27	0
20	0	22.2	0	27.1	0
21	0	22.3	0	28	0
		22.4	0		

3.3 Exclusions

Section	Number of Requests	Section	Number of Requests	Section	Number of Requests
69(1)(a)	0	70(1)	0	70(1)(d)	0
69(1)(b)	0	70(1)(a)	0	70(1)(e)	0
69.1	0	70(1)(b)	0	70(1)(f)	0
		70(1)(c)	0	70.1	0

3.4 Format of information released

Paper	Electronic				Other
	E-record	Data set	Video	Audio	
0	0	0	0	0	0

3.5 Complexity

3.5.1 Relevant pages processed and disclosed for paper and e-record formats

Number of Pages Processed	Number of Pages Disclosed	Number of Requests
0	0	0

3.5.2 Relevant pages processed by request disposition for paper and e-record formats by size of requests

Disposition	Less Than 100 Pages Processed		100-500 Pages Processed		501-1000 Pages Processed		1001-5000 Pages Processed		More Than 5000 Pages Processed	
	Number of Requests	Pages Processed	Number of Requests	Pages Processed	Number of Requests	Pages Processed	Number of Requests	Pages Processed	Number of Requests	Pages Processed
All disclosed	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Disclosed in part	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
All exempted	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
All excluded	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Request abandoned	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Neither confirmed nor denied	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

3.5.3 Relevant minutes processed and disclosed for audio formats

Number of Minutes Processed	Number of Minutes Disclosed	Number of Requests
0	0	0

3.5.4 Relevant minutes processed per request disposition for audio formats by size of requests

Disposition	Less than 60 Minutes processed		60-120 Minutes processed		More than 120 Minutes processed	
	Number of requests	Minutes Processed	Number of requests	Minutes Processed	Number of requests	Minutes Processed
All disclosed	0	0	0	0	0	0
Disclosed in part	0	0	0	0	0	0
All exempted	0	0	0	0	0	0
All excluded	0	0	0	0	0	0
Request abandoned	0	0	0	0	0	0
Neither confirmed nor denied	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0

3.5.5 Relevant minutes processed and disclosed for video formats

Number of Minutes Processed	Number of Minutes Disclosed	Number of Requests
0	0	0

3.5.6 Relevant minutes processed per request disposition for video formats by size of requests

Disposition	Less than 60 Minutes processed		60-120 Minutes processed		More than 120 Minutes processed	
	Number of requests	Minutes Processed	Number of requests	Minutes Processed	Number of requests	Minutes Processed
All disclosed	0	0	0	0	0	0
Disclosed in part	0	0	0	0	0	0
All exempted	0	0	0	0	0	0
All excluded	0	0	0	0	0	0
Request abandoned	0	0	0	0	0	0
Neither confirmed nor denied	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0

3.5.7 Other complexities

Disposition	Consultation Required	Legal Advice Sought	Interwoven Information	Other	Total
All disclosed	0	0	0	0	0
Disclosed in part	0	0	0	0	0
All exempted	0	0	0	0	0
All excluded	0	0	0	0	0
Request abandoned	0	0	0	0	0
Neither confirmed nor denied	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0

3.6 Closed requests

3.6.1 Number of requests closed within legislated timelines

Number of requests closed within legislated timelines	0
Percentage of requests closed within legislated timelines (%)	0

3.7 Deemed refusals

3.7.1 Reasons for not meeting legislated timelines

Number of requests closed past the legislated timelines	Principal Reason			
	Interference with operations / Workload	External Consultation	Internal Consultation	Other
0	0	0	0	0

3.7.2 Request closed beyond legislated timelines (including any extension taken)

Number of days past legislated timelines	Number of requests past legislated timeline where no extension was taken	Number of requests past legislated timeline where an extension was taken	Total
1 to 15 days	0	0	0
16 to 30 days	0	0	0
31 to 60 days	0	0	0
61 to 120 days	0	0	0
121 to 180 days	0	0	0
181 to 365 days	0	0	0
More than 365 days	0	0	0
Total	0	0	0

6.2 Length of extensions

Length of Extensions	15(a)(i) Interference with operations				15 (a)(ii) Consultation			15(b) Translation purposes or conversion
	Further review required to determine exemptions	Large volume of pages	Large volume of requests	Documents are difficult to obtain	Cabinet ConfidenceSection (Section 70)	External	Internal	
1 to 15 days	0	0	0	0	0	0	0	0
16 to 30 days	0	0	0	0	0	0	0	0
31 days or greater								0
Total	0	0	0	0	0	0	0	0

Section 7: Consultations Received From Other Institutions and Organizations

7.1 Consultations received from other Government of Canada institutions and other organizations

Consultations	Other Government of Canada Institutions	Number of Pages to Review	Other Organizations	Number of Pages to Review
Received during the reporting period	0	0	0	0
Outstanding from the previous reporting period	0	0	0	0
Total	0	0	0	0
Closed during the reporting period	0	0	0	0
Carried over within negotiated timelines	0	0	0	0
Carried over beyond negotiated timelines	0	0	0	0

Section 9: Complaints and Investigations Notices Received

Section 31	Section 33	Section 35	Court action	Total
0	0	0	0	0

Section 10: Privacy Impact Assessments (PIAs) and Personal Information Banks (PIBs)**10.1 Privacy Impact Assessments**

Number of PIAs completed	0
Number of PIAs modified	0

10.2 Institution-specific and Central Personal Information Banks

Personal Information Banks	Active	Created	Terminated	Modified
Institution-specific	0	0	0	0
Central	0	0	0	0
Total	0	0	0	0

Section 11: Privacy Breaches**11.1 Material Privacy Breaches reported**

Number of material privacy breaches reported to TBS	0
Number of material privacy breaches reported to OPC	0

11.2 Non-Material Privacy Breaches

Number of non-material privacy breaches	0
---	---

Section 12: Resources Related to the Privacy Act**12.1 Allocated Costs**

Expenditures		Amount
Salaries		\$7,088
Overtime		\$0
Goods and Services		\$0
• Professional services contracts	\$0	
• Other	\$0	
Total		\$7,088

12.2 Human Resources

Resources	Person Years Dedicated to Privacy Activities
Full-time employees	0.080
Part-time and casual employees	0.000
Regional staff	0.000
Consultants and agency personnel	0.000
Students	0.000
Total	0.080

Note: Enter values to three decimal places.

2.4 Pages communiquées informellement

Moins de 100 pages communiquées		De 100 à 500 pages communiquées		De 501 à 1 000 pages communiquées		De 1 001 à 5 000 pages communiquées		Plus de 5 000 pages communiquées	
Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées

0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
---	---	---	---	---	---	---	---	---	---

2.5 Pages recommuniées informellement

Moins de 100 pages recommuniées		De 100 à 500 pages recommuniées		De 501 à 1 000 pages recommuniées		De 1 001 à 5 000 pages recommuniées		Plus de 5 000 pages recommuniées	
Nombre de demandes	Pages recommuniées	Nombre de demandes	Pages recommuniées	Nombre de demandes	Pages recommuniées	Nombre de demandes	Pages recommuniées	Nombre de demandes	Pages recommuniées

0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
---	---	---	---	---	---	---	---	---	---

Section 3 – Demandes à la Commissaire à l'information pour ne pas donner suite à la demande

	Nombre de demandes
En suspens depuis la période d'établissement de rapports précédente	0
Envoyées pendant la période d'établissement de rapports	0
Total	0
Approuvées par la Commissaire à l'information pendant la période d'établissement de rapports	0
Refusées par la Commissaire à l'information au cours de la période d'établissement de rapports	0
Retirées pendant la période d'établissement de rapports	0
Rapportées à la prochaine période d'établissement de rapports	0

Section 4 – Demandes fermées pendant la période d'établissement de rapports

4.1 Disposition et délai de traitement

Disposition des demandes	Délai de traitement							Total
	0 à 15 jours	16 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 120 jours	121 à 180 jours	181 à 365 jours	Plus de 365 jours	
Communication totale	0	0	0	0	0	0	0	0
Communication partielle	0	0	0	0	0	0	0	0
Exception totale	0	0	0	0	0	0	0	0
Exclusion totale	0	0	0	0	0	0	0	0
Aucun document n'existe	0	0	0	0	0	0	0	0
Demande transférée	0	0	0	0	0	0	0	0
Demande abandonnée	0	0	0	0	0	0	0	0
Ni confirmée ni infirmée	0	0	0	0	0	0	0	0
Refus d'agr avec l'approbation de la Commissaire à l'information	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0	0	0

4.2 Exceptions

Article	demandes	Article	demandes	Article	demandes	Article	demandes	Article	Nombre de demandes
13(1a)	0	16(2)	0	18a)	0	20.1	0		0
13(1b)	0	16(2)a)	0	18b)	0	20.2	0		0
13(1c)	0	16(2)b)	0	18c)	0	20.4	0		0
13(1d)	0	16(2)c)	0	18d)	0	21(1)a)	0		0
13(1e)	0	16(3)	0	18.1(1)a)	0	21(1)b)	0		0
14	0	16.1(1)a)	0	18.1(1)b)	0	21(1)c)	0		0
14a)	0	16.1(1)b)	0	18.1(1)c)	0	21(1)d)	0		0
14b)	0	16.1(1)c)	0	18.1(1)d)	0	22	0		0
15(1)	0	16.1(1)d)	0	19(1)	0	22.1(1)	0		0
15(1) - A1 *	0	16.2(1)	0	20(1)a)	0	23	0		0
15(1) - Def. *	0	16.5	0	20(1)b)	0	23.1	0		0
15(1) - A.S. *	0	16.4(1)a)	0	20(1)b.1)	0	24(1)	0		0
16(1a)(i)	0	16.4(1)b)	0	20(1)c)	0	25	0		0
16(1a)(ii)	0	16.5	0	20(1)d)	0				
16(1a)(iii)	0	16.6	0						
16(1b)	0	17	0						
16(1c)	0								
16(1d)	0								

*A.I. : Affaires internationales Def. : Défense du Canada A.S. : Activités subversives

4.3 Exclusions

Article	Nombre de demandes	Article	Nombre de demandes	Article	Nombre de demandes
68a)	0	69(1)	0	69(1g) re a)	0
68b)	0	69(1)a)	0	69(1g) re b)	0
68c)	0	69(1)b)	0	69(1g) re c)	0
68.1	0	69(1)c)	0	69(1g) re d)	0
68.2a)	0	69(1)d)	0	69(1g) re e)	0
68.2b)	0	69(1)e)	0	69(1g) re f)	0
		69(1)f)	0	69.1(1)	0

4.4 Format des documents communiqués

Papier	Electronique				Autres
	Document électronique	Ensemble de données	Vidéo	Audio	
0	0	0	0	0	0

4.5 Complexité

4.5.1 Pages pertinentes traitées et communiquées en formats papier, document électronique et ensemble de

Nombre de pages traitées	Nombre de pages communiquées	Nombre de demandes
0	0	0

4.5.2 Pages pertinentes traitées et communiquées en fonction de l'ampleur des demandes en formats papier, document électronique et ensemble de données par disposition des demandes

Disposition	Moins de 100 pages traitées		100 à 500 pages traitées		501 à 1 000 pages traitées		1 001 à 5 000 pages traitées		Plus de 5 000 pages traitées	
	Nombre de demandes	Pages traitées	Nombre de demandes	Pages traitées	Nombre de demandes	Pages traitées	Nombre de demandes	Pages traitées	Nombre de demandes	Pages traitées
Communication totale	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Communication partielle	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Exception totale	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Exclusion totale	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Demande abandonnée	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Ni confirmée ni infirmée	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Refus d'agir avec l'approbation de la Commissaire	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

4.5.3 Minutes pertinentes traitées et communiquées en format audio

Nombre de minutes traitées	Nombre de minutes communiquées	Nombre de demandes
0	0	0

4.5.4 Minutes pertinentes traitées en fonction de l'ampleur des demandes en format audio par disposition des demandes

Disposition	Moins de 60 minutes traitées		60-120 minutes traitées		Plus de 120 minutes traitées	
	Nombre de demandes	Minutes traitées	Nombre de demandes	Minutes traitées	Nombre de demandes	Minutes traitées
Communication totale	0	0	0	0	0	0
Communication partielle	0	0	0	0	0	0
Exception totale	0	0	0	0	0	0
Exclusion totale	0	0	0	0	0	0
Demande abandonnée	0	0	0	0	0	0
Ni confirmée ni infirmée	0	0	0	0	0	0
Refus d'agir avec l'approbation de la Commissaire	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0

4.5.5 Minutes pertinentes traitées et communiquées en format vidéo

Nombre de minutes traitées	Nombre de minutes communiquées	Nombre de demandes
0	0	0

4.5.6 Minutes pertinentes traitées en fonction de l'ampleur des demandes en format vidéo par disposition des demandes

Disposition	Moins de 60 minutes traitées		60-120 minutes traitées		Plus de 120 minutes traitées	
	Nombre de demandes	Minutes traitées	Nombre de demandes	Minutes traitées	Nombre de demandes	Minutes traitées

Communication totale	0	0	0	0	0	0
Communication partielle	0	0	0	0	0	0
Exception totale	0	0	0	0	0	0
Exclusion totale	0	0	0	0	0	0

Demande abandonnée	0	0	0	0	0	0
Ni confirmée ni infirmée	0	0	0	0	0	0
Refus d'agir avec l'approbation de la Commissaire à l'information	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0

4.5.7 Autres complexités

Disposition	Consultation requise	Avis juridique	Autres	Total
Communication totale	0	0	0	0
Communication partielle	0	0	0	0
Exception totale	0	0	0	0
Exclusion totale	0	0	0	0
Demande abandonnée	0	0	0	0
Ni confirmée ni infirmée	0	0	0	0
Refus d'agir avec l'approbation de la Commissaire à l'information	0	0	0	0
Total	0	0	0	0

4.6 Demandes fermées

4.6.1 Nombre de demandes fermées dans les délais prévus par la Loi

Nombre de demandes fermées dans les délais prévus par la Loi	0
Pourcentage des demandes fermées dans les délais prévus par la Loi (%)	0

4.7 Présomptions de refus

4.7.1 Motifs du non-respect des délais prévus par la Loi

Nombre de demandes fermées au-delà des délais prévus par la Loi	Motif principal			
	Entrave au fonctionnement / Charge de travail	Consultation externe	Consultation interne	Autre
0	0	0	0	0

4.7.2 Demandes fermées au-delà des délais prévus par la Loi (y compris toute prorogation prise)

Nombre de jours de retard au-delà des délais prévus par la Loi	Nombre de demandes fermées au-delà des délais prévus par la Loi où aucune prorogation n'a été prise	Nombre de demandes fermées au-delà des délais prévus par la Loi où une prorogation a été prise	Total
1 à 15 jours	0	0	0
16 à 30 jours	0	0	0
31 à 60 jours	0	0	0
61 à 120 jours	0	0	0
121 à 180 jours	0	0	0
181 à 365 jours	0	0	0
Plus de 365 jours	0	0	0
Total	0	0	0

4.8 Demandes de traduction

Demandes de traduction	Acceptées	Refusées	Total
De l'anglais au français	0	0	0
Du français à l'anglais	0	0	0
Total	0	0	0

Section 5 – Prorogations

5.1 Motifs des prorogations et disposition des demandes

Disposition des demandes où le délai a été prorogé	9(1)a) Entrave au fonctionnement	9(1)b) Consultation		9(1)c) Avis à un tiers
		Article 69	Autres	

Section 8 – Délais de traitement des demandes de consultation sur les renseignements confidentiels du Cabinet

8.1 Demandes auprès des services juridiques

Nombre de jours	Moins de 100 pages traitées		De 100 à 500 pages traitées		De 501 à 1 000 pages traitées		De 1 001 à 5 000 pages traitées		Plus de 5 000 pages traitées	
	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées
1 à 15	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
16 à 30	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
31 à 60	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
61 à 120	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
121 à 180	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
181 à 365	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Plus de 365	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

8.2 Demandes auprès du Bureau du Conseil privé

Nombre de jours	Moins de 100 pages traitées		De 100 à 500 pages traitées		De 501 à 1 000 pages traitées		De 1 001 à 5 000 pages traitées		Plus de 5 000 pages traitées	
	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées
1 à 15	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
16 à 30	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
31 à 60	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
61 à 120	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
121 à 180	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
181 à 365	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Plus de 365	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Section 9 – Enquêtes et compte rendu de conclusion

9.1 Enquêtes

Article 32 Avis d'enquête	Article 30(5) Cessation de l'enquête	Article 35 Présenter des observations
0	0	0

9.2 Enquêtes et rapports des conclusions

Article 37(1) Comptes rendus initiaux			Article 37(2) Comptes rendus finaux		
Reçus	Contenant des recommandations émises par la Commissaire à l'information	Contenant une intention d'émettre une ordonnance par la Commissaire à l'information	Reçus	Contenant des recommandations émises par la Commissaire à l'information	Contenant des ordonnances émises par la Commissaire à l'information
0	0	0	0	0	0

Section 10 – Recours judiciaire

10.1 Recours judiciaires sur les plaintes

Article 41				
Plaignant (1)	Institution (2)	Tier (3)	Commissaire à la protection de la vie privée (4)	Total
0	0	0	0	0

10.2 Recours judiciaires sur les plaintes de tiers en vertu de l'alinéa 28(1)b)

Article 44 - en vertu de l'alinéa 28(1)b)
0

Section 11 – Ressources liées à la Loi sur l'accès à l'information

11.1 Coûts

Dispenses	Montant
Salaires	\$52,800
Heures supplémentaires	\$0
Biens et services	\$0
• Contrats de services professionnels	\$0
• Autres	\$0
Total	\$52,800

11.2 Ressources humaines

Ressources	Années-personnes consacrées aux activités liées à l'accès à l'information
Employés à temps plein	0.000
Employés à temps partiel et occasionnels	0.300

Employés régionaux	0.000
Experts-conseils et personnel d'agence	0.000
Étudiants	0.000
Total	0.300

Remarque : Entrer des valeurs à trois décimales.

Rapport statistique sur la Loi sur la protection des renseignements personnels

 Nom de l'institution: Sahtu Land and Water Board

 Période d'établissement de rapport : 2023-04-01 au 2024-03-31
Section 1 – Demandes en vertu de la Loi sur la protection des renseignements personnels
1.1 Nombre de demandes reçues

		Nombre de demandes
Reçues pendant la période d'établissement de rapport		0
En suspens à la fin de la période d'établissement de rapport précédente		0
* En suspens à la fin de la période d'établissement de rapport précédente		0
* En suspens pour plus d'une période d'établissement de rapport		0
Total		0
Fermées pendant la période d'établissement de rapport		0
Reportées à la prochaine période d'établissement de rapport		0
* Reportées à la prochaine période d'établissement de rapport dans les délais prévus par la Loi		0
* Reportées à la prochaine période d'établissement de rapport au-delà des délais prévus par la Loi		0

1.2 Mode des demandes

Mode	Nombre des demandes
En ligne	0
Courriel	0
Poste	0
En personne	0
Téléphone	0
Télescopieur	0
Total	0

Section 2 – Demandes informelles
2.1 Nombre de demandes informelles

		Nombre de demandes
Reçues pendant la période d'établissement de rapport		0
En suspens à la fin de la période d'établissement de rapport précédente		0
* En suspens à la fin de la période d'établissement de rapport précédente		0
* En suspens pour plus d'une période d'établissement de rapport		0
Total		0
Fermées pendant la période d'établissement de rapport		0
Reportées à la prochaine période d'établissement de rapport		0

2.2 Mode des demandes informelles

Mode	Nombre des demandes
En ligne	0
Courriel	0
Poste	0
En personne	0
Téléphone	0
Télescopieur	0
Total	0

2.3 Délai de traitement pour les demandes informelles

Délai de traitement							
0 à 15 jours	16 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 120 jours	121 à 180 jours	181 à 365 jours	Plus de 365 jours	Total
0	0	0	0	0	0	0	0

2.4 Pages communiquées informellement

Moins de 100 pages communiquées		De 100 à 500 pages communiquées		De 501 à 1 000 pages communiquées		De 1 001 à 5 000 pages communiquées		Plus de 5 000 pages communiquées	
Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées
0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Section 3 – Demandes fermées pendant la période d'établissement de rapport
3.1 Disposition et délai de traitement

Disposition des demandes	Délai de traitement							Total
	0 à 15 jours	16 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 120 jours	121 à 180 jours	181 à 365 jours	Plus de 365 jours	
Communication totale	0	0	0	0	0	0	0	0
Communication partielle	0	0	0	0	0	0	0	0
Exception totale	0	0	0	0	0	0	0	0
Exclusion totale	0	0	0	0	0	0	0	0
Aucun document n'existe	0	0	0	0	0	0	0	0
Demande abandonnée	0	0	0	0	0	0	0	0
Ni confirmée ni infirmée	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0	0	0

3.2 Exceptions

Article	Nombre de demandes	Article	Nombre de demandes	Article	Nombre de demandes
18(2)	0	22(1a)(i)	0	23a)	0
19(1)a)	0	22(1a)(ii)	0	23b)	0
19(1)b)	0	22(1a)(iii)	0	24a)	0
19(1)c)	0	22(1b)	0	24b)	0
19(1)d)	0	22(1c)	0	25	0
19(1)e)	0	22(2)	0	26	0
19(1)f)	0	22.1	0	27	0
20	0	22.2	0	27.1	0
21	0	22.3	0	28	0
		22.4	0		

3.3 Exclusions

Article	Nombre de demandes	Article	Nombre de demandes	Article	Nombre de demandes
69(1)a)	0	70(1)	0	70(1)d)	0
69(1)b)	0	70(1)a)	0	70(1)e)	0
69.1	0	70(1)b)	0	70(1)f)	0
		70(1)c)	0	70.1	0

3.4 Format des documents communiqués

Papier	Électronique				Autres
	Document électronique	Ensemble de données	Vidéo	Audio	
0	0	0	0	0	0

3.5 Complexité

3.5.1 Pages pertinentes traitées et communiquées en formats papier, document électronique et ensemble de

Nombre de pages traitées	Nombre de pages communiquées	Nombre de demandes
0	0	0

3.5.2 Pages pertinentes traitées en fonction de l'ampleur des demandes en formats papier, document électronique et ensemble de données par disposition des demandes

Disposition	Moins de 100 pages traitées		100 à 500 pages traitées		501 à 1 000 pages traitées		1 001 à 5 000 pages traitées		Plus de 5 000 pages traitées	
	Nombre de demandes	Pages traitées	Nombre de demandes	Pages traitées	Nombre de demandes	Pages traitées	Nombre de demandes	Pages traitées	Nombre de demandes	Pages traitées
Communication totale	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Communication partielle	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Exception totale	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Exclusion totale	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Demande abandonnée	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Ni confirmée ni infirmée	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

3.5.3 Minutes pertinentes traitées et communiquées en format audio

Nombre de minutes traitées	Nombre de minutes communiquées	Nombre de demandes
0	0	0

3.5.4 Minutes pertinentes traitées en fonction de l'ampleur des demandes en format audio par dispositions des demandes

Disposition	Moins de 60 minutes traitées		60-120 minutes traitées		Plus de 120 minutes traitées	
	Nombre de demandes	Minutes traitées	Nombre de demandes	Minutes traitées	Nombre de demandes	Minutes traitées
Communication totale	0	0	0	0	0	0
Communication partielle	0	0	0	0	0	0
Exception totale	0	0	0	0	0	0
Exclusion totale	0	0	0	0	0	0
Demande abandonnée	0	0	0	0	0	0
Ni confirmée ni infirmée	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0

3.5.5 Minutes pertinentes traitées et communiquées en format vidéo

Nombre de minutes traitées	Nombre de minutes communiquées	Nombre de demandes
0	0	0

3.5.6 Minutes pertinentes traitées en fonction de l'ampleur des demandes en format vidéo par dispositions des demandes

Disposition	Moins de 60 minutes traitées		60-120 minutes traitées		Plus de 120 minutes traitées	
	Nombre de demandes	Minutes traitées	Nombre de demandes	Minutes traitées	Nombre de demandes	Minutes traitées
Communication totale	0	0	0	0	0	0
Communication partielle	0	0	0	0	0	0
Exception totale	0	0	0	0	0	0
Exclusion totale	0	0	0	0	0	0
Demande abandonnée	0	0	0	0	0	0
Ni confirmée ni infirmée	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0

3.5.7 Autres complexités

Disposition	Consultation requise	Avis juridique	Renseignements entremêlés	Autres	Total
Communication totale	0	0	0	0	0
Communication partielle	0	0	0	0	0
Exception totale	0	0	0	0	0
Exclusion totale	0	0	0	0	0
Demande abandonnée	0	0	0	0	0
Ni confirmée ni infirmée	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0

3.6 Demandes fermées

3.6.1 Nombre de demandes fermées dans les délais prévus par la Loi

Communiquer en entier	0	0	0	0	0	0	0	0
Communiquer en partie	0	0	0	0	0	0	0	0
Exempter en entier	0	0	0	0	0	0	0	0
Exclure en entier	0	0	0	0	0	0	0	0
Consulter une autre institution	0	0	0	0	0	0	0	0
Autre	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0	0	0

Section 8 – Délais de traitement des demandes de consultation sur les documents confidentiels du Cabinet

8.1 Demandes auprès des services juridiques

Nombre de jours	Moins de 100 pages traitées		De 100 à 500 pages traitées		De 501 à 1 000 pages traitées		De 1 001 à 5 000 pages traitées		Plus de 5 000 pages traitées	
	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées
1 à 15	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
16 à 30	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
31 à 60	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
61 à 120	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
121 à 180	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
181 à 365	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Plus de 365	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

8.2 Demandes auprès du Bureau du Conseil privé

Nombre de jours	Moins de 100 pages traitées		De 100 à 500 pages traitées		De 501 à 1 000 pages traitées		De 1 001 à 5 000 pages traitées		Plus de 5 000 pages traitées	
	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées
1 à 15	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
16 à 30	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
31 à 60	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
61 à 120	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
121 à 180	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
181 à 365	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Plus de 365	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Section 9 – Avis de plaintes et d'enquêtes reçus

Article 31	Article 33	Article 35	Recours judiciaire	Total
0	0	0	0	0

Section 10 – Évaluations des facteurs relatifs à la vie privée (EFVP) et des Fichiers de renseignements personnels (FRP)

10.1 Évaluations des facteurs relatifs à la vie privée

Nombre d'EFVP terminées	0
Nombre d'EFVP modifiées	0

10.2 Fichiers de renseignements personnels spécifiques à l'institution et centraux

Fichiers de renseignements personnels	Actifs	Créés	Supprimés	Modifiés
Spécifiques à l'institution	0	0	0	0
Centraux	0	0	0	0
Total	0	0	0	0

Section 11 – Atteintes à la vie privée

11.1 Atteintes substantielles à la vie privée signalée

Nombre d'atteintes substantielles à la vie privée signalées au SCT	0
Nombre d'atteintes substantielles à la vie privée signalées au CPVP	0

11.2 Atteintes à la vie privée signalée non-substantielles

Nombre d'atteintes à la vie privée non-substantielles	0
---	---

Section 12 – Ressources liées à la Loi sur la protection des renseignements personnels

12.1 Coûts répartis

Dépenses	Montant
Salaires	\$52,800
Heures supplémentaires	\$0
Biens et services	\$0
* Contrats de services professionnels	\$0
* Autres	\$0
Total	\$52,800

12.2 Ressources humaines

Ressources	Années-personnes consacrées aux activités liées à la protection des renseignements personnels
Employés à temps plein	0.000
Employés à temps partiel et occasionnels	0.300
Employés régionaux	0.000
Experts-conseils et personnel d'agence	0.000
Étudiants	0.000
Total	0.300

Remarque : Entrer des valeurs à trois décimales.

Supplemental Statistical Report on the Access to Information Act and the Privacy Act

 Name of institution: Sahtu Land and Water Board

 Reporting period: 2023-04-01 to 2024-03-31
Section 1: Open Requests and Complaints Under the Access to Information Act

1.1 Enter the number of open requests that are outstanding from previous reporting periods.

Fiscal Year Open Requests Were Received	Open Requests that are <i>Within</i> Legislated Timelines as of March 31, 2024	Open Requests that are <i>Beyond</i> Legislated Timelines as of March 31, 2024	Total
Received in 2023-24	0	0	0
Received in 2022-23	0	0	0
Received in 2021-22	0	0	0
Received in 2020-21	0	0	0
Received in 2019-20	0	0	0
Received in 2018-19	0	0	0
Received in 2017-18	0	0	0
Received in 2016-17	0	0	0
Received in 2015-16	0	0	0
Received in 2014-15 or earlier	0	0	0
Total	0	0	0

Row 11, Col. 3 of Section 1.1 must equal Row 7, Col. 1 of Section 1.1 of the 2023-24 Statistical Report on the Access to Information Act

1.2 Enter the number of open complaints with the Information Commissioner of Canada that are outstanding from previous reporting periods.

Fiscal Year Open Complaints Were Received by Institution	Number of Open Complaints
Received in 2023-24	0
Received in 2022-23	0
Received in 2021-22	0
Received in 2020-21	0
Received in 2019-20	0
Received in 2018-19	0
Received in 2017-18	0
Received in 2016-17	0
Received in 2015-16	0
Received in 2014-15 or earlier	0
Total	0

Section 2: Open Requests and Complaints Under the Privacy Act

2.1 Enter the number of open requests that are outstanding from previous reporting periods.

Fiscal Year Open Requests Were Received	Open Requests that are <i>Within</i> Legislated Timelines as of March 31, 2024	Open Requests that are <i>Beyond</i> Legislated Timelines as of March 31, 2024	Total
Received in 2023-24	0	0	0
Received in 2022-23	0	0	0
Received in 2021-22	0	0	0
Received in 2020-21	0	0	0
Received in 2019-20	0	0	0
Received in 2018-19	0	0	0
Received in 2017-18	0	0	0

Received in 2016-17	0	0	0
Received in 2015-16	0	0	0
Received in 2014-15 or earlier	0	0	0
Total	0	0	0

Row 11, Col. 3 of Section 2.1 must equal Row 7, Col. 1 of Section 1.1 of the 2023-24 Statistical Report on the *Privacy Act*

2.2 Enter the number of open complaints with the Privacy Commissioner of Canada that are outstanding from previous reporting periods.

Fiscal Year Open Complaints Were Received by Institution	Number of Open Complaints
Received in 2023-24	0
Received in 2022-23	0
Received in 2021-22	0
Received in 2020-21	0
Received in 2019-20	0
Received in 2018-19	0
Received in 2017-18	0
Received in 2016-17	0
Received in 2015-16	0
Received in 2014-15 or earlier	0
Total	0

Section 3: Social Insurance Number

Has your institution begun a new collection or a new consistent use of the SIN in 2023-24?	No
--	----

Section 4: Universal Access under the Privacy Act

How many requests were received from foreign nationals outside of Canada in 2023-24?	0	Row 1, Col. 1 of Section 4 must be equal to or less than Row 1, Col. 1 of Section 1.1 of the 2023-24 Statistical Report on the <i>Privacy Act</i>
--	---	---

Canada

Rapport statistique supplémentaire sur la Loi sur l'accès à l'information et la Loi sur la protection des renseignements personnels

Nom de l'institution : Mackenzie Valley Land and Water Board

Période d'établissement de rapport : 2023-04-01 au 2024-03-31

Section 1 : Demandes ouvertes et plaintes en vertu de la Loi sur l'accès à l'information

1.1 Indiquez le nombre de demandes ouvertes qui sont en suspens depuis des périodes de rapport précédentes.

Exercice financier au cours duquel les demandes ouvertes ont été reçues	Demandes ouvertes dans les délais prescrits par la Loi en date du 31 mars 2024	Demandes ouvertes dépassant les délais prescrits par la Loi en date du 31 mars	Total
Reçues en 2023-2024	0	0	0
Reçues en 2022-2023	0	0	0
Reçues en 2021-2022	0	0	0
Reçues en 2020-2021	0	0	0
Reçues en 2019-2020	0	0	0
Reçues en 2018-2019	0	0	0
Reçues en 2017-2018	0	0	0
Reçues en 2016-2017	0	0	0
Reçues en 2015-2016	0	0	0
Reçues en 2014-2015 ou plus tôt	0	0	0
Total	0	0	0

Rangée 11, col. 3 de la section 1.1 doit être égale à la rangée 7, col. 1 de la section 1.1 du Rapport statistique sur la Loi sur l'accès à l'information 2023-2024

1.2 Indiquez le nombre de plaintes ouvertes auprès du Commissaire à l'information du Canada qui sont en suspens depuis des périodes de rapport précédentes.

Exercice financier au cours duquel les plaintes ouvertes ont été reçues par institution	Nombre de plaintes ouvertes
Reçues en 2023-2024	0
Reçues en 2022-2023	0
Reçues en 2021-2022	0
Reçues en 2020-2021	0
Reçues en 2019-2020	0
Reçues en 2018-2019	0
Reçues en 2017-2018	0
Reçues en 2016-2017	0
Reçues en 2015-2016	0
Reçues en 2014-2015 ou plus tôt	0
Total	0

Section 2 : Demandes ouvertes et plaintes en vertu de la Loi sur la protection des renseignements personnels

2.1 Indiquez le nombre de demandes ouvertes qui sont en suspens depuis des périodes de rapport précédentes.

Exercice financier au cours duquel les demandes ouvertes ont été reçues	Demandes ouvertes dans les délais prescrits par la Loi en date du 31 mars 2024	Demandes ouvertes dépassant les délais prescrits par la Loi en date du 31 mars	Total
Reçues en 2023-2024	0	0	0
Reçues en 2022-2023	0	0	0
Reçues en 2021-2022	0	0	0
Reçues en 2020-2021	0	0	0
Reçues en 2019-2020	0	0	0
Reçues en 2018-2019	0	0	0
Reçues en 2017-2018	0	0	0
Reçues en 2016-2017	0	0	0
Reçues en 2015-2016	0	0	0
Reçues en 2014-2015 ou plus tôt	0	0	0
Total	0	0	0

Rangée 11, col. 3 de la section 2.1 doit être égale à la rangée 7, col. 1 de la section 1.1 du Rapport statistique sur la Loi sur la protection des renseignements personnels 2023-2024

2.2 Indiquez le nombre de plaintes ouvertes auprès du Commissaire à la protection de la vie privée du Canada qui sont en suspens depuis des périodes de rapport précédentes.

Exercice financier au cours duquel les plaintes ouvertes ont été reçues par institution	Nombre de plaintes ouvertes
Reçues en 2023-2024	0

Reçues en 2022-2023	0
Reçues en 2021-2022	0
Reçues en 2020-2021	0
Reçues en 2019-2020	0
Reçues en 2018-2019	0
Reçues en 2017-2018	0
Reçues en 2016-2017	0
Reçues en 2015-2016	0
Reçues en 2014-2015 ou plus tôt	0
Total	0

Section 3: Numéro d'assurance social

Votre institution a-t-elle commencé une nouvelle collecte ou une nouvelle utilisation cohérente du NAS en 2023-2024? □	Non
--	-----

Section 4: Accès universel sous la Loi sur la protection des renseignements personnels

Combien de demandes ont été reçues de la part de ressortissants étrangers en dehors du Canada en 2023-2024?	0
---	---

Rangée 1, col. 1 de la section 4 doit être égale ou inférieure à la rangée 1, col. 1 de la section 1.1 du Rapport statistique sur la Loi sur la protection des renseignements personnels 2023-2024

